

OFFICE DU NIGER
PROGRAMME ARPON

GESTION DES RESSOURCES (EAU-TERRE)
ET PARTICIPATION PAYSANNE A L'OFFICE DU NIGER
(Deuxième Phase)

DOCUMENT DE SYNTHESE

Dr. Mamadou DIAWARA, anthropologue
Ousseini DOUMBIA, agronome
Consultants

Kokry, Août 1990

S O M M A I R E

1. INTRODUCTION	1
2. METHODOLOGIE ET TYPOLOGIE DES STRATEGIES PAYSANNES.....	2
3. LES FACTEURS DE BLOCAGE DE L'INTENSIFICATION	4
3.1. Le blocage	4
3.2. La pauvreté du paysan	5
3.3. La soudure	6
3.4. La politique d'installation de l'ON	6
3.5. Problème infrastructurel	6
3.6. Système de production paysan	7
3.7. Problème d'extensification des cultures	7
4. L'ECONOMIE FEMININE DANS LE SECTEUR DE KOKRY	7
4.1. Femmes et maraîchage	7
4.1.1. La terre	8
4.1.2. L'eau	8
4.1.3. La production	9
4.1.4. La chute des prix	10
4.1.5. L'épargne	10
4.2. La décortiqueuse	11
5. L'ENCADREMENT	13
5.1. Manque de communication entre l'encadrement et les paysans	13
5.2. Manque de solidarité entre l'encadrement malien et l'assistance technique	13
5.3. Mauvais exemple donné par l'encadrement	13
5.4. Mauvais suivi	13
5.5. Repiquage	13
6. LOGIQUE PAYSANNE D'INVESTISSEMENT	14
6.1. L'élevage	14
6.2. Mariage	14
6.3. Riziculture, culture sèche, maraîchage, élevage, pêche et commerce	15
7. ENDETTEMENT ET CREDIT	15
7.1. Dettes privées	15
7.2. Dettes publiques	15
7.3. Le crédit	16
7.3.1. Le crédit équipement	16
7.3.2. Le crédit: affaire des hommes	17
7.3.3. Le crédit de soudure	17
7.4. La redevance-eau	17

8. COMMERCIALISATION	17
8.1. Le blocage	17
8.2. Le pont-bascule	18
9. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	18
ANNEXE : Test de Zirakoro	20

GESTION DES RESSOURCES (EAU-TERRE)
ET PARTICIPATION PAYSANNE A L'OFFICE DU NIGER

(Deuxième Phase)

DOCUMENT DE SYNTHÈSE

1. Introduction

Dans le cadre de la deuxième phase de l'étude "Gestion des ressources (Eau-Terre) et participation paysanne à l'Office du Niger", une collecte d'éléments d'appréciation qualitatifs a commencé à partir du 6 juillet auprès de l'encadrement du Programme ARPON et de l'Office du Niger; elle se poursuit présentement sur le terrain. Au cours de cette étude, conformément aux termes de référence, on cernera les points suivants:

- la typologie des stratégies paysannes,
- les facteurs de blocage de l'intensification,
- la logique paysanne d'investissement,
- l'endettement et
- la commercialisation.

Ici sera présentée une synthèse du rapport suivant qui s'enrichira des critiques et observations des uns et des autres.

L'étude de la première phase avait permis de dégager la complexité du système de production des exploitants du secteur de Kokry. Il comportait selon les cas la culture en casier (C), la culture en hors-casier (HC), la culture sèche (CS), le maraîchage (M), l'élevage (E), la pêche (P), l'artisanat (A) et le commerce (Cce). Chaque paysan fonde sur quelques-uns (ou sur l'ensemble) de ces domaines d'activités sa stratégie de lutte contre les aléas.

Ce sont ici l'eau, la terre, les intrants, etc.

Jusque là l'Office du Niger a fondé sa politique de développement sur l'intensification rizicole; jadis c'était le coton et cela a échoué. Depuis l'initiation du Projet ARPON, on table sur l'intensification de la riziculture mais en dépit de gros efforts de réhabilitation dans le secteur de Kokry, les niveaux de production restent parfois médiocres (<2t/ha). Comme le Programme ARPON table également sur une politique d'autopromotion paysanne et que l'Office du Niger a épousé depuis le milieu des années 1980 une politique de responsabilisation des ruraux, il est intéressant d'analyser ce qui bloque la production et la réhabilitation selon les paysans.

Si on se décide pour une véritable politique de participation des ruraux, il est indispensable de tenir compte de leur conception et de leur système de production. Celui-ci est fondé non pas sur le seul riz mais aussi et surtout sur le riz hors casier, les cultures sèches, le maraîchage, la pêche et le commerce, réalité socio-économique dont on doit tenir compte pour un déblocage de la situation dans le secteur de Kokry.

2. Méthodologie et typologie des stratégies paysannes

Le secteur de Kokry compte 23 villages, soit 1.203 familles. Le total des familles des villages (au nombre de trois) faisant l'objet de l'enquête exhaustive de la première phase est de 229. Il reste donc 974 familles (1.203 - 229).

Pluviales
La deuxième phase de l'étude, une analyse qualitative, portera non plus sur l'ensemble des familles restantes, mais sur des échantillons choisis d'après les critères établis par la Division Recherche et Développement (cf. Recherche sur les systèmes de production). Un échantillon comporte quatre éléments: une famille aisée, une moyenne, une démunie et une famille d'exploitants non résidents. On a donc un total de 243,5 échantillons (974 : 4), soit 12 par village théorique (243,5 : 20). Nous choisirons de travailler pour une question de commodité sur 7 échantillons soit un peu plus de 50 % des échantillons, c'est-à-dire 14,37 % de la population considérée (28 familles x 5 villages x 100 : 974) et 11,63 % de la population totale du secteur (28 x 5 x 100 : 1203).

En fonction des systèmes de production en partie analysés au cours de la première étude et discutés avec l'ensemble de l'encadrement du secteur de Kokry, cinq villages types ont été dégagés:

Konona

La population de Konona vit d'abord de culture sèche (CS): mil, sorgho. Elle complétait ses revenus grâce aux produits de ses parcelles hors-casiers riz, tout en produisant des légumes surtout par les femmes.

Konona présente les mêmes caractéristiques que Foulabougou, Massabougou, Tomi et Sampana. Tous, exceptés Foulabougou et Massabougou, vinrent à la riziculture suite aux années de sécheresse. Konona a été préféré à Sampana parce que ses superficies emblavées en culture pluviale lui sont supérieures. Konona se résume ainsi:

CS+→ C (casier) + HC (hors-casier) + M (maraîchage) + E (élevage).

Kokry-Bozo

C'est un village unique en son genre. A l'origine, une localité de pêcheurs, ses habitants, commerçants de poissons et occasionnellement d'autres produits se convertissent à la riziculture et au maraîchage à partir de l'appauvrissement des réserves poissonnières. Kokry-Bozo se présente ainsi:
C + Cce (commerce) + P (pêche) + M + E.

Ces deux premiers types économiquement ruinés choisissent l'Office du Niger et ses terres irriguées comme planche de salut.

Namsiguio

Namsiguio est un village de l'UP1, seule unité de production du secteur non encore réaménagée qui présente la particularité de mieux produire que certaines UP réhabilitées. La localité est membre d'une association de 6 villages appelée Benkadi qui oeuvre à la promotion économique et sociale de ses membres.

Puisque le village ne compte que 16 familles qui ne suffisent pas pour représenter l'ensemble des 7 échantillons, il sera complété par Tougan-coura et cela pour plusieurs raisons: Tougan-Coura est le seul village samogho parmi les 6 de l'UP1, il est confronté à plusieurs problèmes sociaux liés à la terre.

Namsiguio et Tougan-Coura présentent les mêmes aspects que Kononga, Oula, Rassogoma et Rimassa. Leur système de production se résume ainsi: C + HC + M + E.

↳ de jachère

Darsalam

Avec 60 % d'exploitants non-résidants, Darsalam bat le record du secteur en la matière. Il peut valablement représenter les villages tels que Kankan et Médine; leur système de production est le suivant: C + M + E. + exploitation des N.R.

Koutiala-Coura

Son système ressemble à celui de plusieurs autres villages à ceci près que Koutiala-Coura pratique le maraîchage tout au long de l'année. Bamako-Coura, Kokry-Colon, Nara, San-Coura, Sansanding-Coura et Ségou-Coura sont du même type: C + M + E.

Pour obtenir les échantillons, la population de chaque village a été classée selon les 4 types sus cités avec le concours de l'encadrement. Ainsi, le pourcentage de chacune des catégories dégagées a été calculé par rapport à la population réelle de la localité (cf. tableau).

Sur ce, ces pourcentages ont été rapportés à une population d'un échantillon de 28 familles pour permettre de refléter fidèlement chaque village dans l'échantillon qui le représente.

Tableau 1: Tableau des échantillons

VILLAGES	I <i>Aisé</i>				II <i>Moyen</i>				III <i>Démuni</i>				IV <i>NR.</i>				TOTAUX			
	Nbre	%	éch	soit pers	Nbre	%	éch	soit pers	Nbre	%	éch	soit pers	Nbre	%	éch	soit pers	Nbre	%	éch	soit pers
Darsalam	1	1,03	0,28	0	6	6,18	1,73	2	35	36,08	10,10	10	55	56,7	15,87	16	97	100	27,98	28
Kokry-Bozo	15	11,81	3,30	3	69	54,33	15,21	15	41	32,28	9,03	9	2	1,57	0,43	1	127	100	27,97	28
Konona	4	9,09	2,54	2	23	52,27	14,63	15	14	31,81	8,90	9	3	6,81	1,90	2	44	100	27,97	28
Koutiala-Coura	4	6,66	1,86	2	11	18,33	5,13	5	13	21,66	6,06	6	32	53,33	14,93	15	60	100	27,98	28
Namsiguio	3	20	5,6	6	7	46,66	13,06	13	5	33,33	9,33	9	0	0	0	0	15	100	27,99	28
TOTAUX	27	7,87		13	116	33,81		50	108	31,48		43	92	26,82		34	343	100		140

- N.B. I = Paysan aisé
 II = Paysan moyen
 III = Paysan démuni
 IV = Exploitant non résidant

$$\text{Ech} = \frac{\% \times 28}{100}$$

spécific

3. Les facteurs de blocage de l'intensification

3.1. Le blocage

Darsalam offre un bon exemple en la matière. Prenons trois situations:

- A : année d'avant réaménagement
 B : année du réaménagement
 C : année d'après réaménagement.

*de quoi? rendement total.
rend/ha*

On passe ici d'une hausse de 76 % de A à B à une chute de 77 % de B à C, soit un effondrement de -57 % de A à C.

Les résultats sont ^{daling} spectaculaires à Konona où on enregistre respectivement +687, +93 et $\oplus 1419$ %!

Un autre cas intéressant, c'est le formidable bond du rendement dans les villages de l'UPI qui bénéficièrent de deux actions décisives du Projet ARPON:

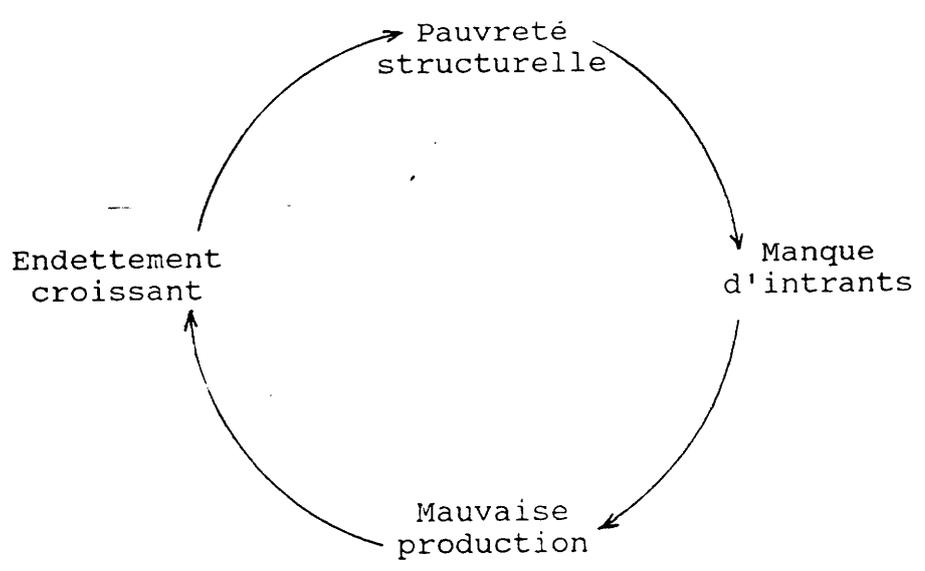
1. le programme d'appui
2. l'action ferme semencière.

La conséquence a été une progression de rendement de 335 % de l'année d'avant programme à l'année d'après, il y a eu un bond total de 1580 %!

Pourquoi alors observe-t-on des tendances contraires dans le secteur avec des cas comme Darsalam? Les raisons sont multiples.

3.2. Pauvreté du paysan

Le paysan de l'Office du Niger ^{à Kokoy} est pauvre et endetté. Il doit non seulement régler ses dettes de campagne, mais aussi et surtout s'acquitter de celles des privés. Dans certains cas, il doit rembourser les dettes dites gelées. Cette situation fait qu'il est incapable d'acheter les intrants d'où la mauvaise production donc l'endettement et la paupérisation. Son revenu est tellement bas qu'on se demande s'il peut jamais pratiquer l'agriculture intensive.



On passe ici d'une hausse de 76 % de A à B à une chute de 77 % de B à C, soit un effondrement de 57 % de A à C.

Les résultats sont spectaculaires à Konona où on enregistre respectivement +687, +93 et +1419 %!

Un autre cas intéressant, c'est le formidable bond du rendement dans les villages de l'UP qui bénéficièrent de deux actions décisives du Projet ARPON:

1. le programme d'appui
2. l'action ferme semencière.

La conséquence a été une progression de rendement de 335 % de l'année d'avant programme à l'année d'après, il y a eu un bond total de 1580 %!

Pourquoi alors observe-t-on des tendances contraires dans le secteur avec des cas comme Darsalam? Les raisons sont multiples.

3.2. Pauvreté du paysan

Le paysan de l'Office du Niger est pauvre et endetté. Il doit non seulement régler ses dettes de campagne, mais aussi et surtout s'acquitter de celles des privés. Dans certains cas, il doit rembourser les dettes dites gelées. Cette situation fait qu'il est incapable d'acheter les intrants d'où la mauvaise production donc l'endettement et la paupérisation. Son revenu est tellement bas qu'on se demande s'il peut jamais pratiquer l'agriculture intensive.

Pauvreté
structurelle

Endettement
croissant

Manque
d'intrants

Mauvaise
production

3.3. La soudure

nécessaire
La soudure peut paraître un paradoxe à l'ON, et pourtant, elle sévit régulièrement dans le secteur de Kokry. Les exploitants souffrent de la faim, ce qui est d'autant plus grave qu'elle se situe aux moments les plus critiques pour la riziculture: le désherbage. La soudure est d'autant plus dure que les paysans, jadis prioritaires pour l'achat de la brisure fine de l'Office du Niger et à un prix subventionné, n'ont plus droit à rien. Le précieux produit emprunte le circuit commercial et ce sont ces négociants qui viennent le revendre à un prix d'or. Ainsi le paysan "choisit" entre sa production de l'année en cours et son équipement; le choix est difficile et souvent ce sont les boeufs ou d'autres équipements qui sont bradés.

3.4. La politique d'installation de l'ON

On constate que plusieurs années, l'ON installe tard les nouveaux exploitants. Exemple: Cette année leur liste d'installation a été publiée le 15 juillet 1990.

BEROVAN
Compte tenu de la date normale de retrait des parcelles non labourées fixée au 31 juillet 1990, ces nouveaux venus à la riziculture avaient à peine les moyens de se préparer avant d'être "spoliés" de leur nouveau bien. Il ne reste plus à ceux qui s'installent dans la précipitation, sans logement ni équipement, sans connaissance des techniques rizicoles et sans liens sociaux avec les anciens installés, de commencer son ascension dans la spirale de l'endettement qui le mène à sa ruine.

De plus, tout cela est fait traditionnellement sans la moindre consultation du paysan, le cas du village test de Zirakoro excepté. Dans ces cas classiques, des exploitants se croyant autochtones se considèrent comme envahis d'individus de la ville ou alliés à ceux-ci, rejettent les nouveaux venus, ce qui crée une tension permanente dans des villages impossibles à gérer. Exemple: Darsalam qui passe de 4 à 97 habitants avec ses 60 % d'exploitants non résidents!

3.5. Problème infrastructurel

Nombre de paysans sont incapables de respecter le calendrier agricole à cause de l'impossibilité d'une irrigation et d'un drainage correct (cf. surtout les parcelles non réaménagées). Dans celles qui ont été réhabilitées, le mauvais planage rend difficile voire impossible la mise en boue; la même raison empêche le repiquage à cause des risques de noyades des jeunes plants. Quelques fois des erreurs dans la cote se sont glissées, ce qui entrave d'autant la mise en valeur (cf. Zirakoro).

3.6. Système de production du paysan

Les ruraux de Konona qui ont toujours jadis refusé d'être exploitants dans la zone de l'Office du Niger l'ont fait à partir du moment où la sécheresse handicape la céréaliculture. Ceux de Kokry-Bozo en vinrent à la riziculture après l'appauvrissement des réserves poissonnières tandis que nombre d'éleveurs ruinés par les épizoties, notamment ceux de Koutiala-Coura, descendent dans la rizière. Dans les trois cas, c'est un système de production sinistré qui met la riziculture à contribution pour atteindre son équilibre économique, en porte-à-faux par rapport aux objectifs d'intensification de l'Office du Niger, basés sur la quasi monoculture du coton (jadis) ou du riz (aujourd'hui). Comment prétendre ignorer le complexe représenté par tout le système de production paysan pour vouloir y substituer la riziculture intensive.

3.7. Problème d'extensification des cultures

Les terres non mises en culture dans le secteur de Kokry ne sont pas rares, bien au contraire. Ce sont les parcelles non emblavées des exploitants non résidents, celles abandonnées sans toutefois être déclarées officiellement, et celles qui sont progressivement retirées du casier par les paysans en complicité avec l'encadrement. Ce phénomène met en danger l'intensification ainsi que les terres nouvellement réhabilitées.

4. L'économie féminine dans le Secteur de Kokry

Les femmes du secteur de Kokry font preuve d'un réel dynamisme économique remarquable dans les domaines suivants: le maraîchage, les travaux rizicoles, les activités exercées dans le cadre de regroupement autour de centres d'intérêt économiques (décortiqueuse, moulin) et le commerce entre autres.

4.1. Femmes et maraîchage

A partir de 1984, le Projet ARPON, se basant sur la tradition maraîchère locale, lance un programme d'appui à cette activité en:

- créant des parcelles maraîchères,
- initiant un programme d'animation,
- créant un jardin expérimental à Kokry-Camp.

Ainsi, 42,68 ha de parcelles maraîchères furent aménagées. Les modalités de répartition des parcelles n'ont pas toujours été des meilleures.

4.1.1. La terre

Tableau des tailles moyennes de superficies maraîchères

Villages	Superficie/village (ha)	Superficie/femme (m ²)
Darsalam	8,50	(1)
Kokry-Bozo	13,70	400
Konona	6,15	(2)
Koutiala-Coura	8,50	750
Namsiguio	5,83	625
Total	42,68	

Les terres ainsi disponibles ont stimulé les femmes dans leur motivation de jardinier. Deux situations se présentent:

- Les besoins d'augmentation de superficie exprimés par les paysannes des villages dotés de potagers,
- Ceux des jardinières des localités dépourvues de parcelles aménagées.

mis à l'échelle

4.1.2. L'eau

Le maraîchage dans le secteur de Kokry affronte le problème d'eau sur un double front: la crise et la surabondance.

La crise

Les parcelles de Konona se situent sur une voie d'eau qui arrose les rizières de Kokry Bozo en amont. Comme le riz et les légumes n'ont pas les mêmes besoins en eau, les riziculteurs prennent le tour d'eau conformément aux normes du riz très différentes de celles des maraîchers, d'où la crise d'eau structurelle dans les plantations de Konona.

-
- 1) Le partage n'a pas été fait à cause de l'inondation de la parcelle.
 - 2) Il a été attribué 800 m² par chef d'exploitation.

La surabondance

Quant à la majorité des parcelles de Darsalam et à certaines de Kokry Bozo notamment, l'impossibilité de drainage et la présence des eaux d'infiltration font de la culture potagère une gageure. Dans les deux cas, il semble qu'on ait à faire à l'inadéquation du maraîcher d'un système d'irrigation plutôt adapté au riz avec un planage à améliorer (cf. 3.3.1.).

4.1.3. La production

Tableau des productions maraîchères féminines

Village	Catégorie	Nombre de sacs 1987-1988							Nombre de sacs 1988-1989							Nombre de sacs 1989-1990							
		A	Ch	E	G	M	P	T	A	Ch	E	G	M	P	T	A	Ch	E	G	M	P	T	
Darsalam	I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	-	-	-	-	-	16	-	
	II	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11,25	-	
	III	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	6	-	
	IV	-	-	-	-	-	1,5	-	-	-	-	-	-	4,5	-	-	-	1	-	-	-	-	
Kokry-Bozo	I	-	-	2,5	1	-	2,5	-	-	11	-	-	1,5	-	-	-	3	0,5	-	-	-	-	
	II	-	-	29	5,75	2	10,5	3	-	68,25	6,25	-	6,25	2,25	-	-	14,5	3,25	-	7,25	3	-	
	III	-	-	16,5	-	2,25	11	2,75	-	14,75	1,5	1	7	-	-	-	4,5	-	1	9,25	2	-	
	IV	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Konona	I	-	-	7	-	-	12	-	-	0,5	-	-	32	0,75	-	-	17,5	-	-	5	-	-	
	II	-	-	2	-	-	70	-	-	11	-	-	127,5	-	-	-	64	-	-	99	1	-	
	III	-	-	-	-	-	16	-	-	2	-	-	29	-	-	-	5	-	-	30,5	0,5	-	
	IV	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Koutiala-Coura	I	-	-	5	-	-	-	-	-	31,5	2	12,25	4	-	-	-	41	3	10	9	1,5	-	
	II	-	-	-	-	-	-	-	-	9	2,5	1	1	0,25	-	-	23	2,5	5	4	0,25	-	
	III	-	-	-	-	-	2	-	-	12	1,5	10	2,5	0,75	-	0,5	26	-	9,5	2	2,25	-	
	IV	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	1	0,25	-	-	-	44,25	-	2,25	1,5	2	-	
Namsiguio Tougan-Coura	I	-	-	4,5	-	-	3,5	-	-	9	-	-	6	-	-	-	9	-	-	2,75	-	-	
	II	-	-	34,75	-	-	4	-	-	36,25	4,5	-	9	-	-	-	43,5	8	-	4	-	-	
	III	-	-	5,75	-	-	-	-	-	7	-	-	2	-	-	-	7,5	-	-	1,5	-	-	
	IV	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL GLOBAL			-	-	107	6,75	4,25	145	5,75	-	-	221,25	18,25	25,25	253,5	4	-	0,5	304,75	18,25	27,75	209	12,5

Les chiffres ne parlent pas suffisamment puisqu'il est difficile d'apprécier les productions atteintes. Il faut compter une importante autoconsommation de légumes, de maïs frais et séché notamment. A en croire les producteurs qui veulent le reconnaître, le revenu du maraîchage intervient souvent dans la riziculture, cela sous forme de:

- crédit en espèces consenti à des riziculteurs
- achat de grain en vue de passer la période de soudure,
- fourniture de maïs dans le même objectif.

4.1.4. La chute des prix

Le boom de la culture maraîchère se traduit par l'effondrement des prix consécutif à la saturation d'un marché limité.

Exemple: le prix du piment à Konona baisse de 1500 F/kg au début de la saison à 150 F au milieu.

Des produits périssables tels que la tomate sont bradés pour éviter la mévente.

*ulventoppe
vergachere*

4.1.5. L'épargne

Tableau synoptique des formes d'épargne féminine

VILLAGES	POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ECHANTILLON									
	Boeufs	Caprins	Ovins	Vaches	Volaille	Trousseau	Argent	Or	Maison	Espèce
Darsalam	0	29,16	16,66	0	4,16	45,83	14,28	25,00	0	25,00
Kokry-Bozo	1,92	3,84	9,61	0	19,23	21,15	23,07	17,30	1,92	7,69
Konona	12,19	56,09	26,82	12,19	12,19	60,97	4,87	17,07	4,87	26,82
Koutiala-Coura	2,43	17,07	7,31	4,87	9,75	3,39	4,87	9,75	0	2,43
Namsiguio Tougan-Coura	0	7,14	9,52	0	14,28	0	33,39	19,04	0	0

pourcent
pourcentage de femmes qui épargne sur x.

L'épargne en nature est le fort des femmes; selon elles, c'est le moyen pour "protéger leur bien du mari". La thésaurisation se fait d'ordinaire sous forme de petits ruminants, le village Mossi de Namsiguio excepté, de volaille et de trousseaux. On enregistre même des cas de thésaurisation en or.

Les biens en question proviennent, à une large majorité, du maraîchage (à Konona), du commerce (à Kokry-Bozo) et de l'artisanat.

On constate clairement que le maraîchage, jusque là considéré comme une activité économique mineure de femmes, se hisse à une place, provoquant la convoitise des hommes sur les parcelles potagères. Ceci est une donnée du terrain à prendre en compte par l'Office du Niger.

Nigeris/ind

4.2. La décortiqueuse

Problème de gestion

ordon de houe de van

Sous la houlette de la Division Promotion Rurale (DPR), une action de diffusion de décortiqueuses a été menée dans le secteur de Kokry. Compte tenu du très faible niveau d'alphabétisation des femmes, on a introduit les machines sous le couvert des AV. Comme celles-ci sont aux mains des hommes, la tendance de domination des attributaires (femmes) par les "tuteurs" (hommes) s'est manifestée.

Le souci de gestion saine de la DPR est peut-être légitime mais il pénalise les femmes qui ont réellement besoin d'une décortiqueuse. En fait la DPR sous-estime la capacité de villageoises qui commercent entre Kokry-Bozo et les grandes villes maliennes sans oublier l'étranger. Initier un tel programme de cogestion relève d'une profonde méconnaissance de la forte tendance des hommes à dominer les femmes dans ce type de domaine. Conditionner l'installation de la décortiqueuse à l'alphabétisation des femmes, capables de tenir le cahier de compte, est donc un piège qui jette les actions féminines dans le bras des hommes.

Moulin

La préférence de Konona va cependant au moulin, ce qui est logique pour un pays où on consomme beaucoup plus de mil que de riz. Kokry-Bozo, Tougan-Coura et Koutiala-Coura souhaitent aussi l'installation de moulins. Ce dernier précise bien un moulin à riz.

Alphabétisation

Le niveau d'alphabétisation dans la zone d'études est extrêmement bas. Aucune femme n'est alphabétisée à Konona, Kokry-Bozo; outre les quelques anciennes élèves, il n'y en a pas non plus dans les villages de l'UP1 (Namsiguio, Tougan-Coura). Mieux, dans le premier village où on parle moré, les premières tentatives ont été faites en langue bamanan! Comment alors ne pas enseigner aux paysannes leur propre langue? Dans tous les villages les femmes ont montré leur motivation pour l'alphabétisation en prévision de l'acquisition de leur décortiqueuse et aussi pour leur activité de commerçante de produits maraîchers. Cependant le lancement d'une action d'alphabétisation exige la présence d'animatrices et l'accord des hommes. Certaines femmes ne sont d'accord de fréquenter les cours qu'à condition d'avoir une femme comme monitrice. Il semble que la DPR ait abandonné le fait de conditionner l'acquisition de moulins et de décortiqueuses à l'alphabétisation des femmes, cela lèverait une hypothèque lourde sur l'accès à l'instruction des femmes. Il faut infiniment mieux faire des décortiqueuses et des moulins des supports pour l'acquisition de l'écriture et non faire de la capacité d'écrire un préalable à l'obtention des machines.

Commerce

Le maraîchage a fait de chaque exploitante une commerçante potentielle. De plus en plus de femmes fréquentent les foires des alentours pour livrer leurs produits. De plus elles ont tendance à développer un petit commerce sur la base du produit de la vente des légumes ou du paddy acquis annuellement.

Les commerçantes de Kokry-Bozo voient en l'abondance des produits une occasion de mettre en valeur leur expérience. Elles sont en cela limitées par le manque de fonds de roulement, limitation d'autant plus grave que le crédit commercialisation n'est destiné qu'aux hommes riziculteurs à l'ON. Avec un soutien financier, elles pourraient, pensent-elles, désengorger le marché du riz au moment de la campagne et offrir le produit pour éviter la soudure telle qu'on la connaît cette année.

Pour conclure

Le secteur étudiera avec intérêt la question de l'attribution des terres à confier à l'ULFM. On pourra adopter la solution d'attribuer les parcelles par "travailleuse femme" et enfin prévoir si possible un volant de terre gérée par les autorités féminines destiné aux nouvelles mariées ou aux épouses des futurs nouveaux exploitants.

Le maraîchage n'est plus simplement un complément pour la sauce du riz, il constitue un secteur économique à prendre au sérieux compte tenu de ses performances, notamment dans les villages où il est pratiqué toute l'année. Les paysans l'ont déjà compris, ils l'ont intégré à leur stratégie de lutte contre l'aléa, au tour de l'ON de le soutenir pour en tirer le maximum.

La soudure, phénomène structurel, est contre nature. Les paysans peuvent y échapper à condition de chercher des solutions telles que la création de banque de céréales gérées par les organisations villageoises (AV, ULFM) pour contrer les usuriers.

Il convient de mettre un frein à l'invasion intempestive de la rizière par le bétail qui n'appartient pas aux exploitants. Jadis le cheptel du riziculteur avait la priorité pour accéder aux champs une fois récoltés. Ce principe a changé avec le temps; il convient, dans le cadre de la politique de responsabilisation des ruraux, de leur donner au moins la priorité à leur bétail dans l'accès à leur propre champ. L'accès de tout autre troupeau devant être conditionné à l'accord du village concerné.

Le soutien au maraîchage passe par le financement de celui-ci à la fois à la production et à la commercialisation.

5. L'encadrement

5.1. Manque de communication entre l'encadrement et les paysans

Les agents de village de l'Office du Niger sont très peu présents dans leurs villages respectifs, des fois ils n'y habitent pas. S'ils y sont, ils ne communiquent quasiment pas avec les paysans au service desquels ils sont sensés être.

On aboutit parfois à des situations extrêmes où:

- le village n'a pas vu son agent depuis le début de cette campagne jusqu'à nos jours,
- des villageois motivés et intéressés par des innovations (ex: le repiquage) les mettent en oeuvre sans consulter l'encadrement qui pourtant habite au village.

5.2. Manque de solidarité entre l'encadrement malien et l'assistance technique

Des décisions prises en commun accord par les deux parties au plus haut niveau (réunion de direction de l'O.N) sont parfois présentées aux paysans comme émanant de l'assistance technique (l'ouverture du drain bretelle), ce qui sabote l'action à entreprendre d'autant plus que le paysan ne sait plus à qui se fier.

5.3. Mauvais exemple donné par l'encadrement

En fin août encore, certains encadreurs qui souhaitent repiquer le riz de saison n'ont toujours pas fini avec leur pépinière. Aussi la production de l'encadrement se situe entre celles des paysans démunis et des non-résidents alors que leurs parcelles devraient servir d'exemple aux villageois.

5.4. Mauvais suivi

La campagne anti-diga, sensée être renforcée par l'utilisation d'un herbicide biodégradable, reste inconnue du paysan. Elle se mène à différents niveaux mais la vulgarisation est mal assurée puisqu'aucun paysan jusque là interrogé ne connaît ce produit qui peut être d'un grand secours pour l'avancement du calendrier agricole donc pour l'intensification.

5.5. Repiquage

Le paysan repique parfois sans encadrement, les ^{erreurs} commises se repercutent sur la production. Le repiquage, au lieu d'un facteur d'intensification, est perçu comme un travail contraignant et improductif. Le découragement qui s'en suit pour les ruraux est d'autant plus dommage que le Programme Spécial et le Programme d'Appui initié par le Projet ARPON ont eu l'avantage de faire adopter sans obligation le repiquage par les riziculteurs.

dans ces conceptions

6. Logique paysanne d'investissement

La majorité des paysans investit dans les domaines suivants: le cheptel vif et mort, le mariage, les autres éléments de son système de production.

Tableau synoptique des formes d'épargne masculine

VILLAGES	POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ECHANTILLON									
	Boeufs	Caprins	Ovins	Vaches	Volaille	Trousseau	Argent	Or	Maison	Espèce
Darsalam	10,71	0	7,14	7,14	3,57	17,85	0	0	17,85	14,28
Kokry-Bozo	10,71	3,57	10,71	7,14	0	0	7,14	3,57	3,57	3,57
Konona	10,71	42,87	32,00	46,42	0	35,71	3,57	3,57	3,57	0
Koutiala-Coura	39,28	42,87	21,42	17,85	0	0	0	0	7,14	7,14
Namsiguio Tougan-Coura	53,57	21,42	14,28	35,71	0	46,42	0	0	7,14	17,85

6.1. L'élevage

En général, les paysans moyens et surtout les plus aisés achètent des boeufs de labour et du matériel de travail. L'élevage fournit des boeufs de labour pour le casier riz et la culture sèche. Le fumier est transporté dans les champs de riz, de mil et dans les parcelles maraîchères.

La facioloze (parasitage du foie par la douve) sévit énormément. Cette maladie est presque endémique à Kokry. Elle est provoquée par la sous-alimentation des animaux. Les exploitants manquent de moyen pour le déparasitage.

6.2. Mariage

On pourrait croire que le mariage se réduit à un gaspillage mais en fait le paysan gère les ressources humaines grâce à cette institution. En effet, pour éviter l'exode rural ou le départ définitif de la famille, le chef de famille marie ses dépendants. Parfois il y investit des boeufs de labour voire du matériel agricole car, dans la logique, tant qu'on dispose de la force de travail, on peut toujours louer du matériel alors que l'inverse est plus difficile.

6.3. Riziculture, culture sèche, maraîchage, élevage, pêche et commerce

Plus le paysan est aisé, plus il diversifie ses activités.

1er Exemple: Cas d'un paysan démuné (C + ?)

Chez le paysan démuné le système de production est simple, l'investissement est quasi inconnu (cf. 2.1.).

2e Exemple: Cas d'un paysan moyen (C + HC + M)

Il produit juste assez de riz pour se nourrir et payer ses dettes. La production du hors-casier et quelques sacs de casier servent de nourriture. Le maraîchage lui permet d'obtenir du numéraire et d'épargner en achetant du petit bétail et/ou en aménageant sa rizière (compartimentage, location de manoeuvre).

3e Exemple: Cas d'un paysan riche (C + HC + M + E + Cce)

Ici il dégage un surplus commercialisable dans sa rizière. Il a suffisamment d'équipement et de boeufs qu'il loue aux confrères moyennant un revenu monétaire ou en nature (riz payé en fin de campagne).

Ce riz est vendu et l'argent est investi dans l'élevage bovin dont le cheptel fournit des boeufs de labour et ainsi de suite. Le surplus d'argent est investi en bétail qui est engraisé et vendu au marché.

Le maraîchage est une activité appréciée dans ces milieux car il bénéficie des sous-produits de l'élevage (fumure) comme la riziculture. Ce type de famille qui a les moyens d'investir produit suffisamment de légumes qui sont commercialisés etc.

C'est la diversification à l'extrême et toutes les activités se complètent, l'argent circule.

7. Endettement et Crédit

7.1. Dettes privées

Le paysan a une conscience aiguë de la nécessité de s'acquitter des dettes contractées auprès de personnes privées. Selon eux, toute défaillance met en cause la possibilité de s'endetter un autre jour en même temps que cela entame l'honneur du créancier.

7.2. Dettes publiques

Les dettes publiques ne sont pas si dangereuses. Selon un riziculteur, "comme tout le monde est endetté à l'égard de l'O.N, personne ne se soucie plus de ce problème". De plus, le paysan à qui n'appartient plus la terre considère simplement que "c'est la terre de l'O.N qui est endettée vis-à-vis de la même entreprise" donc on n'a pas de soucis à se faire.

Situation d'endettement des six villages enquêtés

VILLAGES	GEL 1984 - 1985	SOLDE DEBITEUR 1985 - 1988
Darsalam	6.948.526	7.447.675
Kokry-Bozo	non installé	13.867.570
Konona	7.513.326	8.523.550
Koutiala-Coura	9.223.577	10.073.518
Namsiguio	16.629	0
Tougan-Coura	2.654.396	516.405
T O T A L	23.973.454	40.428.718

L'endettement s'est accru de manière vertigineuse de 1986 à 1988 (gel:23.973.454 FCFA contre 40.428.718 FCFA), à croire qu'un nouveau moratoire est en vue.

Le remboursement des dettes gelées a commencé à Kokry, ce qui diminue davantage le pouvoir d'achat des exploitants.

Les paysans sont souvent victimes de dommages causés par l'Office du Niger tels que le manque d'eau dans les parcelles, la pauvreté des sols en éléments fertilisants. Seule la redevance n'est pas retenue dans de pareils cas; les autres charges d'exploitation sont au compte du paysan (qui, en fait, n'est nullement responsable du préjudice), ce qui ne semble pas du tout rationnel.

7.3. Le crédit

7.3.1. Le crédit équipement

Les paysans de Kokry ont de plus en plus du mal à bénéficier du crédit équipement car le poste est limité à cause des impayés. Les AV ne cautionnent que des privilégiés et des protégés des responsables. Le remplacement des boeufs défailants (morts ou abattus) pose assez de problèmes, même après le constat de l'agent vétérinaire.

7.3.2. Le crédit: affaire des hommes

Le crédit est exclusivement accordé aux hommes et au riz. Les femmes qui constituent 53 % de la population (recensement 1989) n'en bénéficient pas alors qu'elles brassent des activités économiques nécessitant un financement (maraîchage, commercialisation du riz et des produits maraîchers, transport, commerce, etc.).

7.3.3. Le crédit de soudure

Le crédit de soudure est absolument nécessaire voire vital pour les exploitants de Kokry. Ils bradent tout ce qu'ils possèdent pour faire face à la soudure. Ils sont alors des proies faciles pour les usuriers. Le sac de paddy de 80 kg valant en temps normal 5.600 F CFA est cédé à 2.500 ou 3.000 F CFA au plus. L'encadrement ne semble pas se rendre compte de cette situation dans la mesure où il trouve que le paysan n'est pas économe. Mais la réalité est tout autre. Le bilan de la campagne se fait à partir des sacs battus par les machines. Des coefficients sont alors affectés à cette production qui grimpe alors de 2 tonnes de paddy à 3 ou même 5 tonnes. L'autoconsommation est maximisée quand on suppose que le paysan possède cette différence de production (production battue déduite de la production calculée à partir des paramètres tels que le fond de gerbier, le glanage, la récupération sous paille, etc.).

7.4. La redevance eau

La redevance eau a été portée de 200 à 400 kg/ha parce que les parcelles étaient réhabilitées. Beaucoup de problèmes subsistent après le réaménagement. Les paysans trouvent que la redevance ne doit pas changer tant que le planage et l'irrigation ne donnent pas satisfaction. Les 400 kg/ha paraissent excessifs car, après l'année de réaménagement, les rendements chutent.

8. Commercialisation

8.1. Le blocage

Les contraintes de la commercialisation sont le transport et le non paiement des collectes.

Les produits restent longtemps au village sans être transportés. Les sacs ne peuvent plus faire assez de rotation, ce qui condamne les paysans au déficit pour la ristourne sacherie.

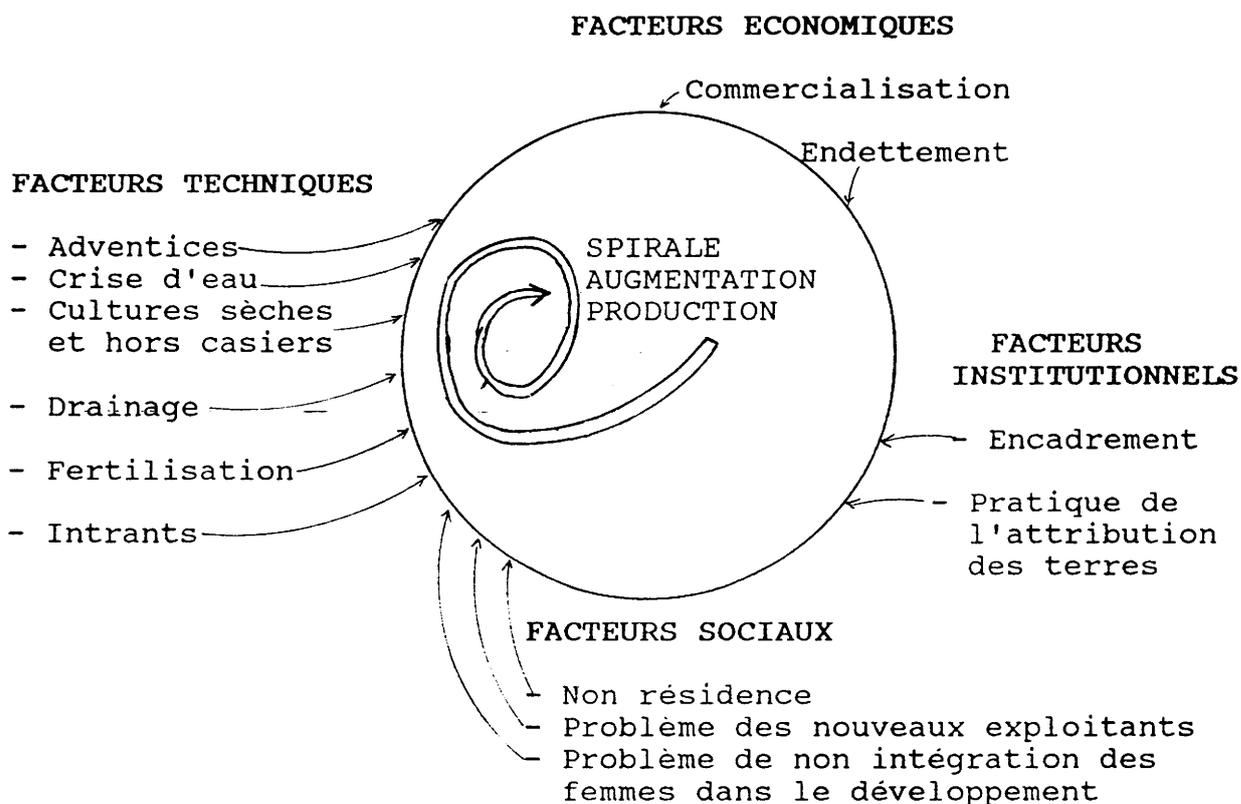
Le non paiement des volets de collecte entraîne les paysans dans des transactions malsaines. Ils sont victimes des usuriers de toutes sortes.

8.2. Le pont-bascule

Il pose un grand problème car, en dépit du mot d'ordre de libéralisation, les paysans, formés pour la pesée de leur production grâce aux bascules installées dans les villages, se plaignent de la différence entre leur poids supérieur de 10 à 15 % à celui du pont-bascule. Pourtant les paysans formés et soi-disant responsabilisés, ne sont pas autorisés à assister à la pesée qu'ils devraient être en droit de contrôler. Cela est un grand motif de perte et de désenchantement. Mais ce qui est troublant, c'est que les rentrées de paddy sont effectuées à partir des pesées du pont-bascule à Kolongo alors que des sorties se font à partir des petites bascules des magasins. Le paddy donné comme vivre au mois de septembre 1990 a été livré de cette façon. Cette pratique renforce la méfiance du paysan à l'égard du pont-bascule.

9. Conclusions et Recommandations

Il ressort de ce qui vient d'être écrit que le blocage de l'ON est dû à un ensemble de raisons qui s'interfèrent. Pour des raisons de commodité de l'exposé, on peut les classer en raisons d'ordre technique, économique, social et institutionnel qui freinent comme suit la spirale de l'augmentation de la production



La politique de l'ON peut jusque très récemment se résumer en deux mots: celle du riz et du sexe masculin, le terme de "travailleur homme" (TH) l'illustre éloquemment. La pratique paysanne est différente, c'est une stratégie combinant le riz à d'autres spéculations et à d'autres secteurs économiques mises en marche et gérées par les hommes et les femmes.

Dès que l'ON prône une politique de participation des paysans, il doit tenir compte de l'expérience et le savoir faire paysan fondé sur la diversification. Cette intégration devrait prendre en compte les domaines les moins aléatoires de sa production, par exemple le maraîchage et l'élevage. *onachon*

On réalisera cela partant d'une politique du crédit plus sélective.

Il y a déjà eu un pas dans le domaine du maraîchage mais celui-ci est timide vu que de nombreux villages restent sans terre, que les obstacles masculins se dressent devant cette politique non encore systématique et que surtout rien n'est fait pour l'évacuation et la commercialisation des produits.

Quant au secteur de l'élevage qui constitue le domaine de l'épargne par excellence, il convient de mettre en place un département chargé de sa promotion.

L'idée de la mise en valeur à l'ON reste toujours "techniciste". Il convient d'avoir une conception plus ouverte qui prône un vrai dialogue avec le paysan.

Les paysans des terres réaménagées n'ont pas assez de moyens pour investir et fructifier la terre, par conséquent les efforts du réaménagement ne sont pas récompensés. A y voir de près, l'ON fait réaménager ses terres qu'il loue aux paysans, or elles sont lessivées et en particulier dépourvues de phosphate. Vu son pouvoir d'achat, le paysan de Kokry est absolument incapable de restaurer le sol. Comme les terres sont celles de l'Etat, gérées par l'ON, il paraît logique que l'Entreprise et l'Etat élaborent une politique du phosphate pour promouvoir la production.

La formation de l'encadrement doit être complètement révisée et adaptée aux nouveaux objectifs de l'ON: le développement participatif. Or, d'après tout ce qui se pratique sur le terrain avec les agents et qui se prépare au Centre de Formation, tout porte à croire qu'on ne renonce pas au rôle dirigiste de l'encadrement et de la hiérarchie en général.

ANNEXE

TEST DU VILLAGE DE ZIRAKORO

I. Rappel

Entre la première et la deuxième phase de l'étude socio-économique sur la situation des exploitants du secteur de Kokry, intitulée "Gestion des ressources (eau-terre) et participation paysanne à l'Office du Niger", une mission d'appui au remembrement du terroir de Zirakoro a été exécutée. Les résultats visaient à faire de cette localité un village test dans le domaine de la participation décisive des paysans à toutes les activités jadis régies par l'Office.

Fort des nouvelles grandes orientations de l'entreprise à savoir:

- La pleine participation des riziculteurs à la gestion de leurs ressources (terre, eau, champ) et de leur environnement (village entre autres),
- La libéralisation de la commercialisation ainsi que du crédit,
- La promotion féminine et
- L'intensification de la riziculture.

Zirakoro était bien indiqué pour initier une nouvelle procédure d'installation qui tient compte des objectifs de l'Office du Niger en ambitionnant le but suivant:

- Le remembrement du domaine local,
- La définition et l'organisation du terroir,
- La relance du maraîchage à la fois par les femmes et par les hommes,
- La gestion des ressources en eau,
- L'érection de Siamé en une Association Villageoise accueillant les nouveaux exploitants.
- L'aménagement très prochain - c'est-à-dire quelques mois après ladite étude - de son domaine,
- La présence d'une AV motivée pour la prise en charge des affaires locales,
- Plusieurs de ses membres sont alphabétisés, ce qui leur facilite relativement la gestion du village même si celle-ci est contestée,

- L'existence de grandes superficies (287 ha) à récupérer après le réaménagement,
- La présence de nombreux exploitants non-résidants (30 %) dont certains, habitant à Siamé, voudraient constituer sur place un village d'exploitation rizicole.

2. La situation actuelle

2.1. L'installation des nouvelles familles

La liste d'installation a été signée le 5 juillet 1990. Les nouveaux n'arrivent pas avant le 15 juillet, date à laquelle l'ON retirait les parcelles aux exploitants qui n'avaient pas encore commencé le labour. Les nouvelles familles sont donc condamnées à l'avance à ne pas bien produire. Cette liste d'installation ne mentionnait pas la résidence des familles admises, ce qui ouvrait la porte à toutes sortes de confusion.

97 familles étaient admises suivant décision de la direction et 21 familles imposées par l'AV dont la situation fut régularisée le 11 Août 1990 (cf. rapport DSE du 31 juillet 1990).

Sur le total de 118 familles (97 + 21), 86 se sont effectivement installées dont 75 pour Zirakoro (26 cautionnées par l'AV).

2.2. Situation des retraits de parcelles au 31 juillet 1990

Onze nouvelles familles ont été victimes de cette mesure. Elles totalisent 33,60 ha qui ont été redistribuées par l'AV. La taille de cette redistribution varie entre 1 ha et 3 ha. Les bénéficiaires ont un profil assez varié, mais on remarque que des agents de l'Etat tels que le receveur, agents vétérinaires, enseignant, pêcheur ont été servis alors qu'ils sont non résidants.

2.3. Les parcelles maraîchères

La distribution des surfaces est en cours. Le résultat ne sera donc pas disponible pour ce rapport.

2.4. Erection de Siamé en village d'exploitation

Bien que le village de Zirakoro avait opposé un refus à l'érection de Siamé comme village d'exploitation, après une rencontre avec le Directeur de la Mise en Valeur Agricole et le Chef du Service Agricole, un terrain d'entente fut trouvé.

Le partiteur K11 fut dégagé pour Siamé pour une superficie attribuée de 130 ha.

Le bureau de l'AV est en place provisoirement car il doit être intronisé par les responsables politiques et administratifs de Macina.

Il n'y a pas de mésentente entre les deux villages.

2.5. Situation des emblavures

Zirakoro

Semis à la volée	774,85 ha	(98,54 %)
Semis en ligne attelé	10,00 ha	(1,27 %)
Repiquage	1,50 ha	(0,19 %)

Siamé

Semis à la volée	130 ha	(100 %)
------------------	--------	---------

3. Remarques

Les villageois de Zirakoro ont imposé 26 familles à l'Office du Niger. Ceci démontre que les organisations paysannes peuvent s'imposer avec des arguments valables dans certains cas. Un dialogue permanent entre elles et l'Office doit désormais s'instaurer.

Cette situation n'est qu'un constat. Il serait souhaitable d'évaluer ce test en profondeur pour connaître l'opinion et des paysans et de l'encadrement sur le problème.